

Une contre-proposition à la plateforme Solidaire qui recule sur les anciennes plateformes dans une conjoncture encore plus corsée

Pourquoi ne pas se contenter d'amender la proposition de plateforme électorale 2026 de Québec solidaire ? La proposition de la direction a beau être relativement courte et lisible, elle est affreusement frileuse et verbeuse. Elle est loin de respecter les consignes d'« *engagements concrets, exprimés succinctement* » et de « *mesures concrètes* » imposées à la rédaction d'amendements. Elle est pusillanime tant vis-à-vis l'époque qui joue à la roulette russe avec la possibilité d'une guerre mondiale qui serait à caractère génocidaire que par rapport à la gouvernance mondiale qui se néofascise en accéléré avec l'arrivée de Trump. La voie était pavée pour le tournant droitiste des Libéraux fédéraux et pour le durcissement droitiste de la CAQ. Un exemple très récent de l'intensité du virage à droite qui a ému même l'animateur maison de Radio-Canada [Alex Castonguay](#) : « *50 G \$ par année en équipement militaire de plus, de plus dans les prochains 10 ans* » soit plus de l'équivalent de 10 G\$ l'an au niveau du Québec de quoi rafistoler maints hôpitaux, écoles, cégeps et autres infrastructures.

Pire, la proposition 2026 s'amollit par rapport à plusieurs engagements des plateformes 2018 et 2022 :

- Pour le transport en commun, il n'est plus question de gratuité sur 10 ans comme en 2018 ou à terme comme en 2022
- La plateforme 2022 exigeait « *50 000 logements sociaux écoénergétiques* ». Il n'est plus question d'écoénergétique. Pourtant il est crucial de lier justice sociale et justice climatique.
- La plateforme de 2018 qui avait présidé à la percée Solidaire proposait au moins de « *[r]apatrier la production hydroélectrique des alumineries et des petits barrages privés* ». Quant à l'expropriation du secteur privé de l'éolien dont il était question dans la plateforme 2008, la proposition n'en parle plus. Pourtant cette propriété privée explose par la vertu du plan d'expansion d'Hydro-Québec.
- Il n'est plus question comme dans la plateforme 2018 d'ouvrir les CLSC « *24 heures sur 24* » ou comme dans celle de 2022 d'avoir « *un réseau de CLSC ouverts 24h sur 24, sept jours sur sept* ».
- Il n'est plus question comme en 2018 d'« *[i]ntégrer les cliniques réseaux et les GMF aux CLSC* » ou en 2022 de « *nationalis[er] les CHSLD privés* »
- Les soins dentaires seront gratuits... pour les 18 ans et moins. On ne parle plus d'« *assurance dentaire publique et universelle* » comme en 2018 ou « *une assurance dentaire publique, universelle et gratuite* » comme en 2022.
- On ne parle nulle part de réduire ou supprimer les subventions à l'école privée encore moins de la supprimer alors qu'en 2022 on disait au moins mettre « *fin progressivement au financement public des écoles privées*. »
- Il n'est nulle part question d'agriculture biologique alors qu'en 2022 il était question « *bonifier les programmes de soutien à une agriculture biologique et écologique de*

proximité. » et qu'en 2018 il y avait un paragraphe intitulé « 4.3 AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET ÉCORESPONSABLE ».

- Le parti se rallie à la cible gouvernementale de 37.5% que les écologistes bien au fait des rapports du GIEC ont toujours déclaré comme totalement insuffisante. En 2022, le parti s'engageait à « *réduire d'au moins 55 % les gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990* »

La quantité se convertit en qualité, la plateforme n'est pas amendable. Trop c'est trop.

Les succès électoraux de [Zohran Mamdani](#) à la mairie de New-York et ceux du [Green Party de Grande-Bretagne](#) indiquent pourtant la voie à suivre soit celle de se doter d'une plateforme sociale-démocrate conséquente qui passe aujourd'hui comme radicale tellement le monde a viré à droite. Même le NPD secoue ses puces pour ne pas disparaître, ce qui devrait faire réfléchir les Solidaires au fond des sondages. Le [nouveau chef s'est engagé](#) à lancer « *un constructeur public avec le mandat de livrer un million de logements sociaux, coopératifs, à but non lucratif ou avec services de soutien d'ici cinq ans.* » et non pas seulement « abordables », soit plus de 200 000 au niveau du Québec. La plateforme se colle au vieil engagement qui date d'une vingtaine d'années mais qui ne correspond plus à la présente gravité de la crise du logement soit viser — seulement viser ? — « *l'ajout de 50 000 logements sociaux et communautaires dans un premier mandat, soit par la construction, le rachat ou la rénovation du parc actuel.* » Il faut pourtant essentiellement ajouter au stock de logements hors marché.

La contre-proposition (voir annexe) est une plateforme condensée à la Mamdani mais qui combine davantage justice climatique et justice sociale, ce que souligne l'introduction, et qui exige l'indépendance question de se libérer des hydrocarbures et du mépris chauvin. La contre-proposition reprend certains éléments récupérables de la proposition du parti, ajoute des revendications soin et lien et surtout, surtout met l'emphasis sur la dizaine de revendications combinant justice climatique et justice sociale ouvrant la porte à la décroissance matérielle. Au niveau de la tactique électorale, la contre-proposition a l'avantage de tenir dans un dépliant qui pourrait être distribué largement au tout début de la campagne électorale. Par sa facile compréhension et pas sa brièveté elle invite à la lecture. Son audace ferait jaser dans les chaumières. Elle provoquerait éditorialistes et commentateurs patentés ce qui permettrait au parti, s'il fait front, de s'emparer de la direction du discours public.

Évidemment, quelle que soit l'issue du vote sur cette contre-proposition, il faut amender la proposition du parti pour lui donner un peu de tonus justice climatique – justice sociale.

Marc Bonhomme, 29 mars 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com

ANNEXE

Pour un Québec du soin et du lien et en décroissance matérielle

Le capitalisme précipite le monde dans la guerre et le néofascisme sans se soucier de l'accélération de sa plongée dans la terre-étuve. Au Québec comme ailleurs, le gouvernement n'en a plus que pour des grands projets extractivistes et la militarisation. Rester au sein du Canada c'est se résigner aux hydrocarbures financés par les grandes banques torontoises et leurs sous-fifres québécois et au mépris paralysant du rejet de notre nation et de sa langue. Les Solidaires répondent à ce nihilisme par l'espoir d'un Québec indépendant du soin et du lien et en décroissance matérielle. Notre plateforme 2026 à réaliser d'ici 2030 en propose les premiers jalons :

1. Abolition de toutes les lois liberticides et scélérates de la CAQ dont la loi 21
2. Assemblée constituante pour un référendum vers l'indépendance
3. Aucune exploration ni production ni transfert d'hydrocarbures
4. Socialisation des centrales hydroélectriques et éoliennes privées
5. Gratuité d'un service universel de garderies qui n'oublie personne
6. Gratuité de l'éducation jusqu'à l'université incluse et aucun soutien à l'école privée
7. Déprivatisation totale de la santé et des services sociaux, et CLSC ouverts 24/7
8. Gel des loyers et leur enregistrement public
9. 100 000 logements sociaux écoénergétiques avec panneau solaire et/ou toit vert
10. Restauration écoénergétique des édifices récupérables chauffés aux hydrocarbures
11. Gel des tarifs de transport urbain puis réduction de 50%
12. Socialisation du service d'autobus interurbains et son retour au niveau de 1981
13. Autobus ou tramways en voies exclusives sur toutes les rues/routes à quatre voies
14. Déjeuners et dîners gratuits végétariens dans toutes les institutions d'enseignement
15. Taxe pénalisante sur les aliments jetés par les entreprises à moins de les donner
16. Parcs naturels sur 30% du territoire en équilibre entre le nord et le sud
17. Cogestion de la forêt avec les peuples autochtones incluant leur droit de veto
18. Salaire minimum de 25\$ l'heure indexé au coût de la vie
19. Voie vers la citoyenneté et droits égaux pour tous les gens à statut non-citoyen
20. Soutien des peuples luttant contre les impérialismes et les génocidaires
21. Mandat spécifique à la Caisse pour surveiller les institutions financières
22. Réforme fiscale ouvrant la voie d'une société du soin et du lien*
 - a. Abandon du Plan d'action 2035 de 200 G\$ d'Hydro-Québec
 - b. Réforme de l'impôt sur le revenu selon l'IRIS
 - c. Nouvel impôt sur le patrimoine selon l'IRIS
 - d. Imposition à 100% des gains de capitaux réalisés et dividendes
 - e. Abolition du gel successoral
 - f. Abolition de l'incorporation des personnes professionnelles
 - g. Lutte contre l'évasion et l'évitement fiscaux dont les paradis fiscaux

* voir « [Une réforme fiscale Solidaire pour que le capital paie la transition écologique](#) »